

OBSERVATOIRE TRANSITION JUSTE

ÉDITION
2025



Faire la transition
écologique avec tous



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

EN COLLABORATION AVEC :



Ipsos



**Università
Bocconi**

IEP@BU
Institute for European
Policymaking



Éditos

Une transition de solutions, pas de renoncements

L'édition 2025 de notre Observatoire met le projecteur sur un paradoxe devenu de plus en plus central : jamais les Européens n'ont été aussi lucides sur les risques climatiques à long terme... et jamais ils n'ont autant peiné à jouer un rôle pour les limiter dans leur quotidien.

Face aux crises géopolitiques et à l'inflation qui a laissé des traces, les arbitrages se durcissent. Les éco-gestes continuent de reculer, la lassitude écologique s'installe avec une transition de plus en plus perçue comme coûteuse, injuste et génératrice d'inégalités. Pour une majorité d'Européens, la transition est vécue non comme une promesse, mais comme une menace : sur leur facture, sur leurs conditions de vie, sur leur travail et sur la cohésion sociale.

Ce désalignement ne doit pas nous décourager, mais nous alerter. Il signifie que le grand récit climatique ne suffit plus et que mêmes les événements extrêmes qui se multiplient ne suscitent pas l'action. Sans justice, pas d'adhésion. Sans équité, pas de transition. Le défi n'est pas seulement technologique : il est social, territorial, culturel. Il exige de rendre visibles les bénéfices concrets de la transition pour chacun, partout.

Dans ce contexte si particulier, le rôle des institutions financières est crucial. Il ne s'agit pas seulement de financer la décarbonation, mais d'accompagner concrètement ceux qui pourraient être laissés au bord du chemin. C'est ce que nous faisons avec [LOA 120](#), en facilitant l'accès à la mobilité électrique pour les ménages modestes, ou encore avec [HappyNest](#) en Belgique, en soutenant l'accès à un logement économe en énergie via un modèle « louer maintenant, acheter plus tard ».

La transition juste prend aussi vie dans le soutien aux entreprises et aux travailleurs : dans les campagnes polonaises, nous accompagnons par exemple McCain et ses agriculteurs vers l'agriculture régénératrice.

Ces projets montrent une voie possible : celle d'une transition concrète, inclusive, territoriale. Une écologie de solutions, pas de renoncements.

Laurence Pessez, *Global Chief Sustainability Officer et Directrice adjointe de l'Engagement d'entreprise, BNP Paribas*



Transition écologique : sortir de l'impasse

Terra Nova est heureux de s'associer, pour la troisième année consécutive, à l'enquête internationale sur la transition juste menée par BNP Paribas. Réalisée dans dix pays, elle donne la mesure des inquiétudes, des attentes mais aussi des doutes des citoyens face à la transition écologique et énergétique. Cette troisième vague révèle une tension croissante : jamais le besoin de transition n'a été aussi évident, mais la confiance dans sa mise en œuvre n'a jamais été aussi faible.

Partout, la crise climatique progresse alors que l'attention politique recule. Inflation, insécurité énergétique, tensions internationales : ces urgences tendent à reléguer les enjeux climatiques au second plan. Dans ce contexte, les renoncements politiques, les controverses sur les normes européennes, les résistances à la transition agricole ou énergétique alimentent un *backlash* écologique perceptible en France comme ailleurs.

Pourtant, deux Européens sur trois se disent toujours anxieux face au changement climatique. Une majorité considère qu'il s'agira du défi majeur des dix prochaines années. Mais seulement 32% pensent que la transition bénéficiera à l'ensemble de la population, y compris les plus vulnérables. Pire, 39% estiment qu'en 2035, elle aura contribué à rendre la société plus inégalitaire.

Ce scepticisme est profond. Plus d'un Français sur deux redoute que la transition renforce la précarité ou les tensions sociales. Ces doutes doivent être pris au sérieux. Car la transition écologique n'ira pas de soi : elle nécessite une gouvernance claire et déterminée. Il ne suffit pas d'en proclamer les objectifs, il faut en organiser les chemins et en rendre les bénéfices visibles. Cela suppose aussi de reconnaître les efforts demandés, d'en répartir équitablement la charge et d'accompagner ceux pour qui cette mutation est la plus difficile. Ce n'est qu'à ces conditions que nous pourrions réconcilier urgence écologique, justice sociale et démocratie.

Thierry Pech, *Directeur général, Terra Nova*



Psychanalyse nécessaire de la transition climatique

Le réchauffement climatique crée une sorte de tension interne chez les individus. Il est là, on le sait, il est toujours une source d'inquiétude importante, il sera de plus en plus présent comme problème dans les 10 ans à venir, on le reconnaît mais on voudrait tellement pouvoir s'en débarrasser et ne plus avoir à y penser ! Tel est l'un des enseignements majeurs de la troisième vague du baromètre européen de la transition juste réalisé par Ipsos pour BNP Paribas.

Tous les indicateurs ou presque sont en recul et notamment, le niveau d'anxiété, le sentiment d'être personnellement impacté par les conséquences du réchauffement et l'acceptabilité des efforts nécessaires à accomplir. Les événements extrêmes (inondations, canicules, tempêtes) et leur multiplication sont malgré tout trop visibles pour permettre un déni total, et c'est bien le problème.

Court-terme versus long-terme, concret ou abstrait, inquiétant mais encore acceptable, tout cela s'entrechoque.

Reste, et c'est inquiétant, que l'implication baisse alors que le problème s'amplifie. Le philosophe allemand Hegel écrivait que le réel se venge toujours de ceux qui ont cru pouvoir l'ignorer.

Brice Teinturier, *Directeur général délégué, Ipsos*



La transition doit être inclusive

Dans un contexte de [rejet croissant des politiques ESG favorisant les partis populistes](#), assurer une transition écologique équitable et efficace devient plus que jamais une priorité. Au-delà de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les entreprises ont un rôle central à jouer pour amortir les effets sociaux de l'action climatique. Cela implique de créer des emplois verts, d'investir dans la reconversion professionnelle et de contribuer au développement des territoires. La transition doit être inclusive, en veillant à ne pas creuser les inégalités et à ne pas laisser de communautés sur le bord du chemin. C'est en collaborant avec le secteur public et la société civile que les acteurs économiques peuvent renforcer l'acceptabilité sociale des mesures, réduire les risques politiques et renforcer leur propre résilience.

La transition écologique ne peut réussir sans une responsabilité partagée, mais elle ouvre aussi la voie à des opportunités collectives. Pour la concrétiser, il est essentiel de faire de la justice sociale un fondement central de l'action climatique.

Catherine E. De Vries, *Présidente de l'Institute of European Policy Making et titulaire de la chaire Generali en politiques européennes, Département de sciences sociales et politiques de l'Université Bocconi*



Università Bocconi
IEP@BU
Institute for European Policymaking

Les entreprises au cœur de la transition

L'édition 2025 de l'Observatoire de la transition juste constitue un véritable plaidoyer : les entreprises peuvent et doivent jouer un rôle clé dans la lutte contre le réchauffement climatique et la réduction des inégalités. En finançant ou en soutenant des aides ciblées (rénovation énergétique, équipements bas carbone, mobilité durable) pour les foyers modestes, elles permettent une transition accessible à tous. En investissant dans des filières durables (énergies renouvelables, économie circulaire) et en accompagnant la formation ou la reconversion des publics vulnérables, elles créent des emplois verts et inclusifs. Les entreprises doivent aussi s'engager auprès de leurs clients et de leur chaîne de valeur dans leurs efforts de développement durable. Enfin, elles doivent faire preuve de transparence sur l'impact réel de leurs actions climatiques, et garantir une répartition équitable des efforts et bénéfices de la transition en intégrant des critères sociaux. Ces actions et un engagement sans cesse renouvelé renforcent à la fois leur impact environnemental, leur création de valeur et leur légitimité sociale. Reste à voir comment elles articuleront leurs efforts avec les citoyens les plus fragiles, les scientifiques, et les leaders politiques à tous les niveaux de pouvoir.

Stefan Crets, *Directeur exécutif, CSR Europe*



POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ « THE BUSINESS MANIFESTO: DELIVERING A JUST INDUSTRIAL TRANSITION FOR A SUSTAINABLE EUROPE 2030 »



Table des matières

5	DÉFINITIONS & GRANDS ENJEUX
6	RÉSULTATS CLÉS
8	ANALYSE PAR PAYS
10	FOCUS SUR LES INDIVIDUS
12	FOCUS SUR LA MOBILITÉ
14	ANTICIPATIONS
16	TRANSITION IN VERSUS TRANSITION OUT
18	TRANSITION IN
20	TRANSITION OUT
22	POUR ALLER PLUS LOIN

Colophon

Nous remercions l’ensemble des collaborateurs de BNP Paribas et des partenaires qui ont contribué à la production de ce rapport.

Directrice du comité éditorial :
Nathalie Jaubert

Conception et édition :
NEST Coordination Team

Conception, création et production :
sQills

Rédaction :
NEST Coordination Team & sQills

Chefs de projet :
Céleste Allard & Grégoire Lusson

Sources

“Ensuring a just transition to net-zero emissions”, OECD Net Zero+ Policy Papers, No. 15, OECD, 2025

A Just Transition to a Circular Economy, ETC/CE, 2025

Just Transition People at the Center, UNDP, 2025

Just Transitions Monitoring Guide, WRI 2025

Just Transition Policies – Lessons from Europe, NewClimate Institute, 2025

Green transition: navigating social challenges for a sustainable future, Council of the European Union, 2024

The Just Transition: Transforming the Financial System to Deliver Action, LSE- Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 2024

Putting People at the Heart of Transition Plans, TPT, 2024

Just Transition Finance, ILO-UNEP, 2023

Approaches for funding Just Transition Fund projects?, European Commission, 2023

Just and robust transitions to net zero?, UCL-LSE-Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 2023

Inégalités et climat : sur le rapport Oxfam 2023, Pierre Charbonnier, 2023

Vingt ans de plans sociaux dans l’industrie : quels enseignements pour la transition écologique ?, CEPII, 2023

How Just Transition Can Help Deliver the Paris Agreement, UNDP, 2022

Inflation Reduction Act Advances Environmental Justice, White House, Statement, 2022

Just Transition Finance Tool for banking and investing activities, ILO- The Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 2022

“Just Transition” Visions: An Analysis of the Perception of the Belgian Actors, ULB, 2022

Partenariats pour une transition énergétique juste : peuvent-ils vraiment faire la différence, et comment ?, IDDRI, 2022

Sustainable Industries Barometer, CSR Europe-Moody’s, 2022

Business for Inclusive Growth (B4IG) calls to put people at the heart of climate action, B4IG press release, 2021

La transition juste : un nouvel âge de l’économie et de l’environnement, Eloi Laurent, 2020, OFCE

Guidelines for a Just Transition, ILO, 2015

Transition juste, transition *in* & *out* :
de quoi parle-t-on ?

Entre transitions *in* et *out*, l’objectif de la transition juste est avant tout de ne laisser personne de côté dans un futur plus durable.

BNP Paribas s’aligne sur les définitions d’une transition juste établies par l’OIT en 2015 et par la coalition B4IG en 2021.

Pour l’OIT : « Une transition juste pour tous vers une économie durable du point de vue de l’environnement (...) doit être bien gérée et contribuer aux objectifs de travail décent pour tous, d’inclusion sociale et d’élimination de la pauvreté. (...) Une transition juste promeut des économies durables et inclusives, en créant des opportunités de travail décent, en réduisant les inégalités et en ne laissant personne de côté. Une transition juste implique de maximiser les opportunités sociales et économiques de l’action climatique et environnementale, y compris un environnement favorable aux entreprises durables, tout en minimisant et en gérant soigneusement les défis associés. »

La vision de l’OIT concernant la transition juste est un pont entre notre situation actuelle et un avenir où tous les emplois sont verts et décents, où la pauvreté est éradiquée et où les communautés sont prospères et résilientes. Plus précisément, il s’agit d’une approche systémique et globale de la durabilité. Elle combine des mesures visant à réduire l’impact des pertes d’emploi et de la

désindustrialisation sur les travailleurs à des actions favorisant la création de nouveaux emplois verts et décents dans des secteurs et des communautés économiquement et socialement solides. Elle vise à traiter conjointement les questions environnementales, sociales et économiques.

Selon la coalition B4IG, « le changement climatique et, par conséquent, les stratégies et politiques en la matière peuvent avoir des répercussions sociales majeures. Nous pouvons y faire face si nous prenons collectivement les mesures nécessaires pour soutenir la transition juste, en plaçant les personnes au cœur de l’action climatique et en convergeant vers des indicateurs communs qui jetteront les bases d’une approche partagée avec toutes les parties prenantes. (...) Les entreprises ont un rôle central à jouer pour s’assurer que les défis sociaux de la transition sont relevés, en s’associant aux gouvernements, aux partenaires sociaux, aux fournisseurs, aux autres parties prenantes, et en prenant des mesures pour intégrer correctement l’impact social de leurs stratégies de transition écologique dans les politiques et les actions de l’entreprise. Les gouvernements, les entreprises et les autres parties prenantes doivent veiller collectivement à ce que personne ne soit laissé pour compte. »

Transition out

Atténuer les risques et les impacts sociaux liés à la transition environnementale (travailleurs, entreprises, territoires)

Renforcer les capacités et la résilience des personnes, entreprises et territoires touchés par les changements (formation, reconversion)

Garantir un accès universel à une énergie, une alimentation, un logement et une mobilité durables à un prix équitable

Transition in

Maximiser les bénéfices sociaux de la transition

Créer des emplois verts mais décents dans les nouvelles industries et services émergents

Prêter attention aux impacts ESG des nouveaux secteurs émergents (chaînes d’approvisionnement)

CONCILIER LES TRANSITIONS

Le concept de transition énergétique s’accompagne de différentes notions devant être conciliées. Les notions de transition *in* et de transition *out* en sont le reflet. La transition *in* suppose un développement rapide de nouveaux secteurs et activités bas carbone. Un réel accompagnement est nécessaire dans le développement d’infrastructures, de compétences et de main-d’œuvre. Par ailleurs, certaines activités vertes soulèvent des enjeux relatifs aux droits humains, à l’usage des ressources et à la qualité de l’emploi.

La transition *out* implique la transformation de certains secteurs ou la sortie progressive des activités fortement émettrices, difficiles à décarboner. Ce processus risque d’entraîner des pertes massives d’emplois ou une dégradation des conditions de travail, avec des effets en cascade sur les chaînes de valeur, les territoires et les communautés. Mais accompagnés, ces secteurs peuvent également se réinventer, reformer la main-d’œuvre et prendre part à la transition sans être laissés sur le côté.

Dans les deux cas, les transitions *in* et *out* sont tant un risque qu’une opportunité et bien menées, elles généreront des emplois en permettant une transition réussie et juste.



Principaux résultats de l'étude quantitative

Les Européens considèrent le changement climatique comme la préoccupation principale à long terme, mais se montrent plus inquiets de la situation internationale et de leur pouvoir d'achat à court terme.

Méthodologie de l'enquête auprès du grand public

- Les répondants ont été interrogés par le **panel online** d'Ipsos entre le 31 mars et le 24 avril 2025
- Au total, **9 500 personnes** de 16 ans et plus ont été sondées dans les **10 pays** du périmètre de l'étude
- La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** (sexe, âge, type de commune, catégorie socioprofessionnelle)



Effets positifs souhaités d'une transition réussie

- 1** Une énergie renouvelable et à bas coût (56%)
- 2** Une transition énergétique pour tous (55%)
- 3** Un air pur et des villes devenues des havres de nature (52%)

Fin du monde ou fin du mois : quelle priorité ?

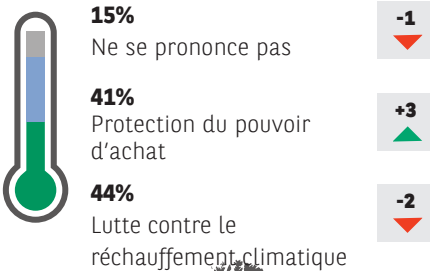
- Répartition des pays suivant la réponse la plus donnée
- Lutter contre le réchauffement climatique, même si cela peut affecter votre qualité et votre confort de vie
 - Protéger votre pouvoir d'achat et votre qualité de vie, quitte à moins lutter contre le réchauffement climatique
 - Proportion identique pour les deux priorités
 - Pays non-interrogés

Changement de priorité par rapport à 2023

Principales préoccupations des Européens

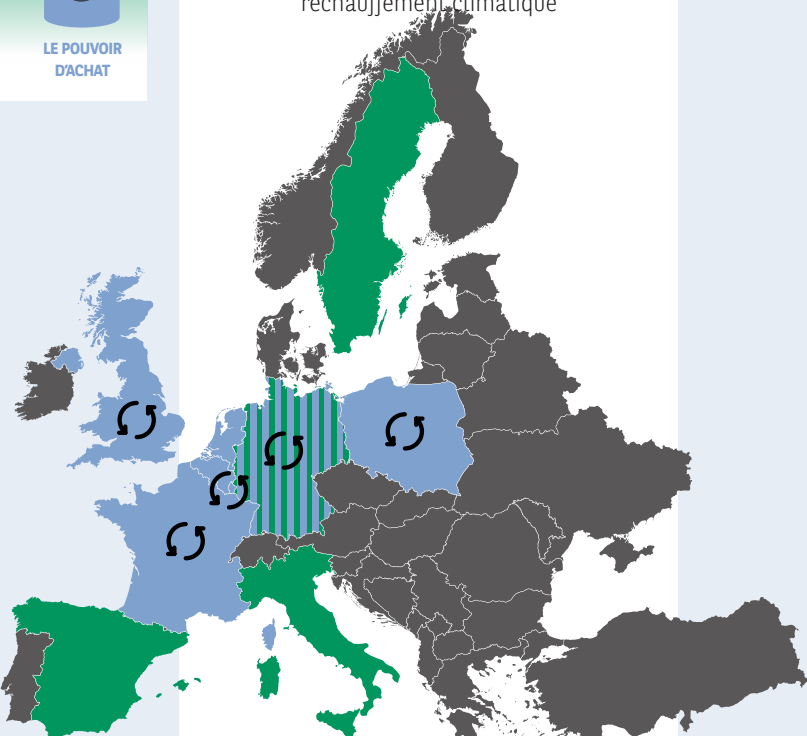
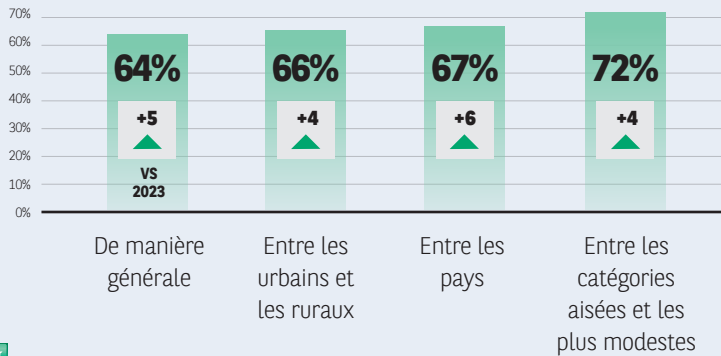


Baromètre niveau global



Transition énergétique et inégalités sociales

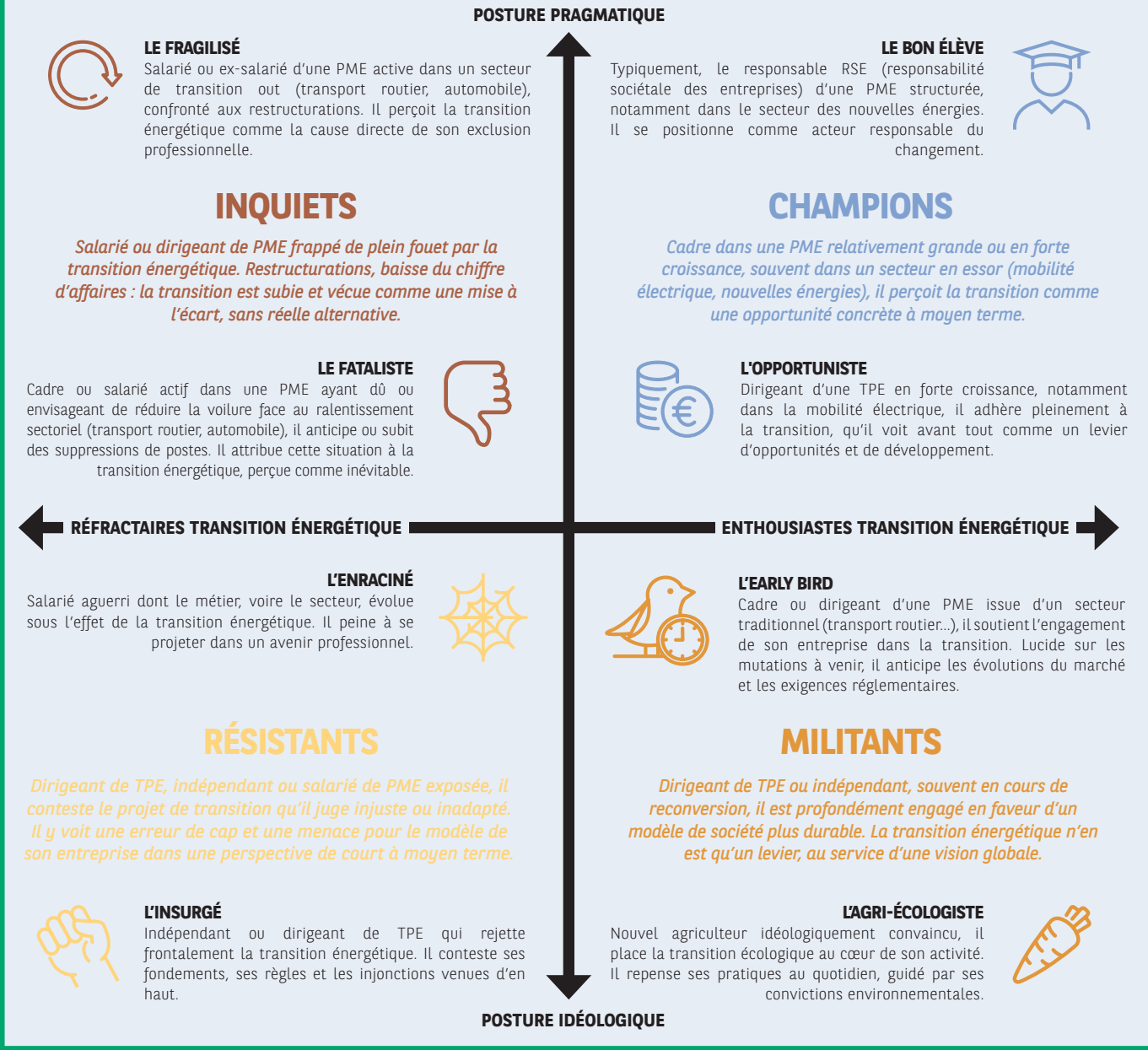
Part des répondants estimant que la lutte contre le changement climatique va générer des inégalités sociales



Principaux résultats de l'étude qualitative

Des entretiens avec des professionnels mettent en évidence différents profils basés sur l'engagement et la posture par rapport à la transition.

Une étude qualitative menée en France analyse comment la transition énergétique est perçue et vécue en entreprise, ses répercussions concrètes, ses freins et les leviers envisagés. Des exemples illustratifs sont présentés en pages 16-17.



Méthodologie de l'enquête auprès des PME

- Les répondants ont été interrogés par Ipsos entre le 5 mars et le 28 mars 2025
- 32 personnes** âgées de 30 à 60 ans, actives dans des **entreprises de moins de 250 salariés**, ont été interviewées à travers la **France**
- Les entretiens ont concerné les secteurs de **l'énergie** (pétrole, gaz, électricité), de **la mobilité** (automobile, transports) et de **l'agriculture**
- L'étude repose sur une **approche qualitative**, les résultats ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble de la population en raison des méthodes utilisées et de la taille et de la sélection de l'échantillon

Un essoufflement de l'inquiétude climatique dans plusieurs pays

Si le dérèglement climatique peine à s'imposer comme une priorité immédiate, il demeure une inquiétude majeure à long terme.



La transition énergétique suscite des inquiétudes en Allemagne

par Sina Steffen,
Associate, Sustainability
Business, BNP Paribas Allemagne

Si les Allemands sont de plus en plus préoccupés par le changement climatique, ils expriment aussi des craintes croissantes quant aux conséquences sociales et économiques de la transition.

« Tout le monde parle du temps qu'il fait, mais personne ne fait rien à ce sujet », le trait d'esprit de Mark Twain ne fait plus rire en Allemagne. À mesure que le climat se dérègle, les inquiétudes grandissent, tant pour l'avenir de la planète que pour le coût de sa préservation. Selon la récente enquête de BNP Paribas, la part des Allemands se disant préoccupés par le changement climatique a bondi de six points par rapport à 2024. Parallèlement, une proportion significative de répondants redoute que la transition énergétique accentue les inégalités sociales (49%) et provoque des tensions sociales (57%) au cours de la prochaine décennie.

L'anxiété climatique croissante semble ainsi alimentée tant par l'évolution de la situation environnementale que par le contexte politique. Le changement climatique devient de plus en plus tangible comme l'illustrent les records de chaleur et violentes inondations de 2024. Parallèlement, [un autre sondage mené par Ipsos](#) révèle une chute de 42 points de la confiance dans la capacité des responsables politiques à gérer les crises depuis 2020. L'effondrement du précédent gouvernement fin 2024 — en partie lié à la politique climatique — n'a fait qu'alimenter ces inquiétudes.

Les craintes d'un creusement des inégalités sociales liées à la transition s'expliquent en partie par l'inquiétude quant à son impact sur l'industrie allemande. Selon [une étude récente](#), les transformations à venir dans le secteur automobile (dont l'électrification) pourraient entraîner la disparition de 190 000 emplois d'ici 2035.

Par ailleurs, plusieurs mesures climatiques à portée sociale ont suscité de vifs débats ces dernières années. La loi sur l'énergie dans le bâtiment, par exemple, a provoqué une vive polémique en raison des coûts qu'elle pourrait faire peser sur les ménages. Les contraintes budgétaires ont également limité la capacité du gouvernement à financer des dispositifs d'accompagnement. L'intensité de ces controverses contribue sans doute à nourrir les inquiétudes face à une montée des tensions sociales.



Le secteur privé néerlandais doit soutenir davantage la transition énergétique

par Dagmar van der Plas,
Head of Marketing, Communica-
tion and Company Engagement,
BNP Paribas Pays-Bas

Mille citoyens néerlandais ont participé à l'enquête 2025 de l'Observatoire de la transition juste. Leurs réponses soulignent l'importance de renforcer le soutien public et de mieux préparer les salariés à un avenir durable. Le secteur financier peut y contribuer en valorisant plus clairement les retombées économiques et sociales des investissements verts.

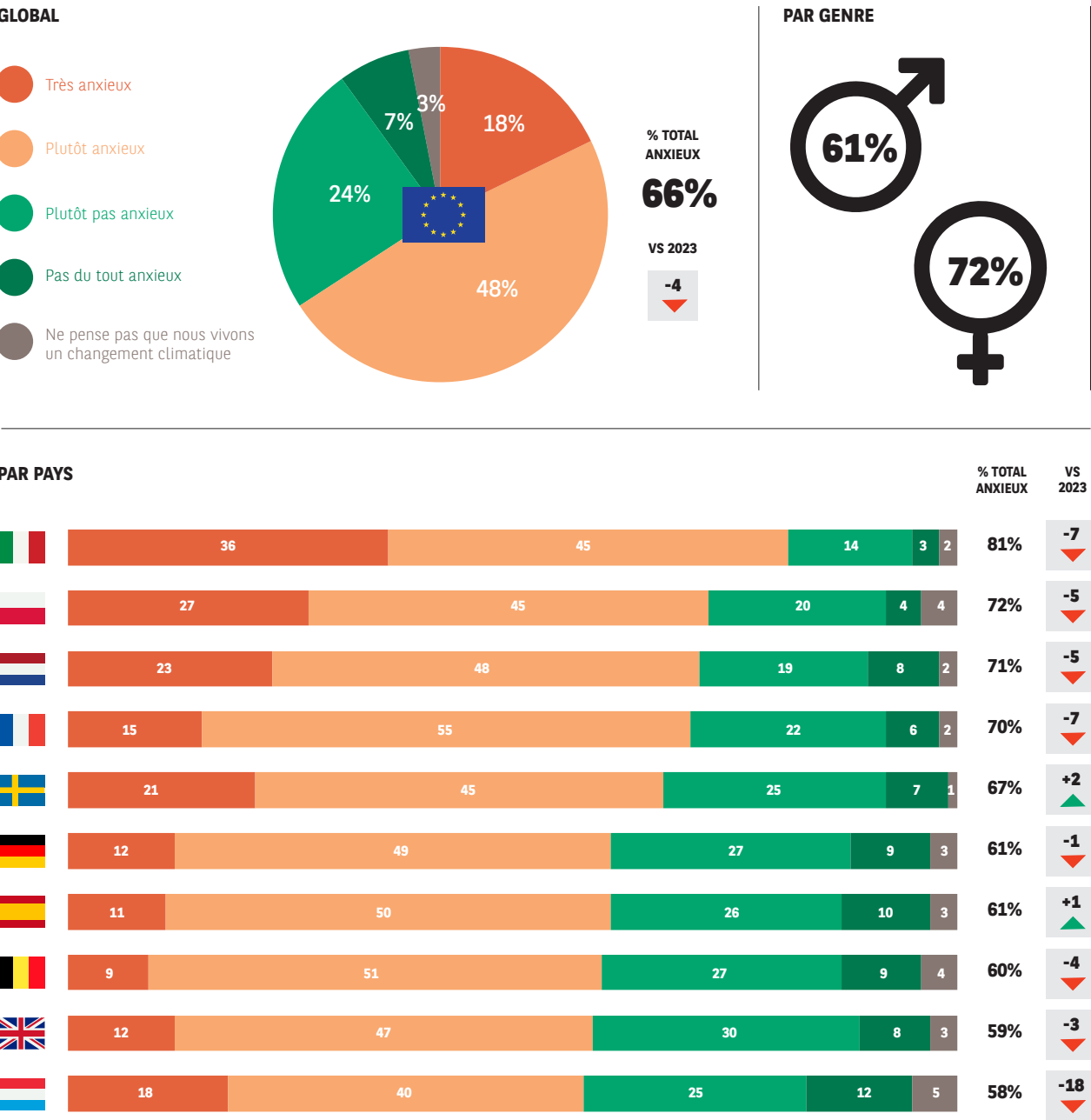
Invités à hiérarchiser les priorités pour une transition énergétique juste, 40% des répondants néerlandais estiment que les politiques doivent cibler avant tout les groupes vulnérables, soit 10 points de plus que la moyenne européenne. Plus d'un tiers (35%) estime aussi que les citoyens les plus aisés devraient contribuer davantage.

Il est essentiel d'ancrer les bénéfices des investissements verts au cœur du récit collectif sur la transition énergétique. Cela est d'autant plus crucial dans un contexte européen marqué par des tensions sur le pouvoir d'achat et une adhésion vacillante aux politiques climatiques. Les banques, comme BNP Paribas, peuvent démontrer leur contribution concrète en finançant des projets durables au service de l'intérêt général.

Selon l'enquête, les Néerlandais s'inquiètent avant tout de l'instabilité géopolitique. Ils ont constaté concrètement que les conflits internationaux peuvent peser sur leur pouvoir d'achat via la hausse des prix de l'énergie. Cette prise de conscience renforce l'idée qu'améliorer notre indépendance énergétique est dans l'intérêt de tous, car elle permet de stabiliser et de limiter les prix.

La transition énergétique impose aux entreprises d'adopter des innovations technologiques et de renforcer l'accompagnement de leurs salariés. Pourtant, l'urgence d'une économie en mutation semble peu ressentie par les travailleurs néerlandais. Interrogés sur trois mesures prioritaires, seuls 21% citent l'adaptation des programmes de formation professionnelle et supérieure. Et à peine 13% estiment avoir besoin d'acquérir de nouvelles compétences pour une économie plus verte. Preuve que l'innovation ne va pas de soi. Les employeurs ont un rôle clé à jouer pour préparer leurs salariés à un avenir plus vert. En communiquant avec transparence sur l'impact potentiel de la transition énergétique sur l'emploi et en investissant dans la reconversion et l'amélioration des compétences, les entreprises peuvent rendre cette transition à la fois juste et durable.

Deux tiers des Européens restent anxieux au sujet du changement climatique, mais la tendance est en baisse



Les inégalités liées à la transition gagnent encore du terrain dans l'esprit des Européens

Le rejet de la transition par une partie de la population s’explique notamment par le sentiment qu’elle ne leur est pas destinée.



Transition énergétique et équité : deux termes à réconcilier ?

par **Estelle Chandèze**, Directrice adjointe Corporate Reputation, Ipsos; **Margaux Schmitt**, Chargée d’études senior Corporate Reputation, Ipsos et **Nicolas Berthier**, Directeur de Clientèle Public Affairs & Corporate Reputation, Qualitative Dept, Ipsos

Face à un contexte économique et géopolitique incertain, la transition apparaît de moins en moins comme un levier de progrès et de plus en plus comme un facteur de tensions sociales, territoriales et budgétaires. Derrière le consensus apparent autour de l’urgence climatique, les doutes grandissent ainsi sur les conditions concrètes de sa mise en œuvre.

Nos deux volets de l’étude révèlent une réalité complexe et nuancée marquée par un décalage naissant entre l’horizon « lointain » d’un idéal écologique auquel il est aisé d’adhérer, et une transition énergétique qui s’inscrit dans le présent bien réel des politiques publiques. Ainsi, la transition écologique peine à s’imposer comme une priorité opérationnelle.

Une transition énergétique en phase de décélération
L’étude met en lumière l’usure du concept même de transition énergétique. Pour certains (entreprises ayant déjà réalisé leur transition, particuliers ayant rénové leur logement...), la transition est vue comme un processus achevé grâce à des investissements déjà réalisés. Pour d’autres, elle représente un « effet de mode » qui s’essouffle, voire suscite une défiance envers les pouvoirs publics qui promeuvent, voire imposent, des technologies sans accompagnement financier suffisant. Comme les véhicules électriques avec [la loi LOM](#) pour les transports, et plus généralement le débat sur les zones à faibles émissions (ZFE) en cours au moment de l’enquête, ainsi que les pompes à chaleur, installations photovoltaïques...

Cette perception s’articule autour de trois critiques majeures. Premièrement, le caractère équitable de la transition est remis en question, tant pour les particuliers que par les entreprises, avec l’idée persistante que « seuls ceux qui en ont les moyens peuvent opérer la transition ». Deuxièmement, la vertu écologique de certaines solutions est contestée, notamment concernant le bilan environnemental des batteries ou encore

l’incitation à acquérir de nouveaux équipements, en contradiction avec le principe de sobriété. Troisièmement, le retrait progressif des aides publiques limite les opportunités commerciales initialement offertes aux entreprises.

Dans ce contexte, les résultats des deux volets de l’enquête révèlent que la transition énergétique se trouve reléguée au second plan, éclipsée par des préoccupations budgétaires : inflation persistante, pénuries d’intrants pour les entreprises, pression fiscale trop importante, séquelles économiques de la crise du Covid-19 (remboursement des prêts garantis par l’État, baisse d’activité). À cela s’ajoute un environnement international devenu anxiogène (que l’on soit employé, cadre, dirigeant ou simplement citoyen), marqué par une incertitude géopolitique et des contraintes réglementaires, particulièrement européennes, qui donnent aux plus petites entreprises le sentiment d’être prises en étau.

Une transition aux défis sociaux marqués
Parmi les citoyens européens, les perceptions négatives associées aux risques de la transition énergétique restent majoritaires. Environ deux tiers des répondants (64%) considèrent que les efforts à faire pour lutter contre le changement climatique vont générer des inégalités sociales et plus de la moitié (56%) estime que la transition va accentuer la fragmentation de la société.

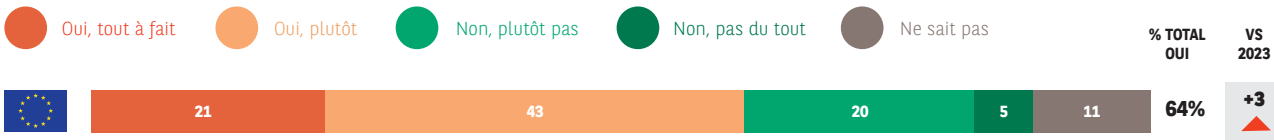
La crainte d’une fracture grandissante ressort également de l’analyse qualitative des différents profils d’entreprises face à la transition énergétique. D’un côté, les « Champions » (cadres et dirigeants dans les nouvelles énergies et la mobilité électrique) pour qui la transition représente une nécessité vitale qu’ils abordent de manière pragmatique et rationnelle. De l’autre, les « Inquiets » (particulièrement dans le transport routier et l’automobile) qui éprouvent un sentiment d’exclusion, très prégnant chez les employés ayant

perdu leur emploi. Des postures plus idéologiques émergent également : les « Résistants » (dirigeants de TPE et indépendants de tous secteurs, employés de PME à risque, agriculteurs traditionnels) se montrent inquiets et contrariés par la réglementation, tout le contraire des « Militants » (agriculteurs néo-ruraux) qui sont engagés et pionniers dans l’adoption de pratiques écologiques.

« LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SE TROUVE RELAYÉE AU SECOND PLAN, ÉCLIPSÉE PAR DES PRÉOCCUPATIONS BUDGÉTAIRES [...] AUXQUELLES S’AJOUTENT UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL DEVENU ANXIOGÈNE. »

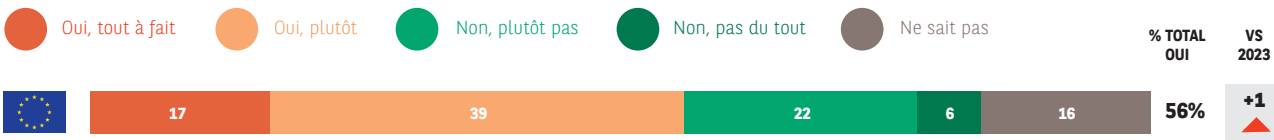
Inégalités sociales

De manière générale, les efforts à faire pour lutter contre le réchauffement climatique vont-ils générer des inégalités sociales ?



Fragmentation de la société

En matière économique, la transition énergétique va-t-elle, selon vous, accentuer la fragmentation de la société ?



Cette segmentation témoigne d’une réalité incontournable : la transition énergétique est aujourd’hui largement engagée par certains, mais reste inaccessible à d’autres, pour des raisons à la fois financières et culturelles.

Accompagnement à plusieurs niveaux
Le coût étant toujours perçu comme le principal facteur d’injustice, il semble impératif d’améliorer la communication sur les aides financières offertes par les pouvoirs publics, chambres de commerce et collectivités locales. Le soutien des banques, via des solutions de financement et des conseils adaptés, est également crucial. Par ailleurs, de nombreux interviewés, issus notamment d’entreprises dans les secteurs du transport, de l’agriculture et des TPE, expriment un besoin urgent de clarification du cadre de la transition énergétique. Cela inclut la mise en place d’une veille réglementaire et géopolitique en temps réel, complétée par des webinaires pour sensibiliser et informer les entreprises et leurs employés.

Pour ceux qui envisagent de s’engager dans la transition une fois les questions de financement résolues, une planification

énergétique intégrant un panorama des solutions existantes et les meilleures pratiques est nécessaire. Enfin, pour les employés des grandes PME en transition, deux enjeux majeurs émergent : l’obsolescence des compétences, nécessitant des formations ciblées, et le reclassement des salariés affectés, afin d’éviter le sentiment d’isolement. Un suivi et un accompagnement personnalisés sont recommandés pour ces employés.

Vers une transition plus équitable
L’étude démontre que la transition énergétique forme aujourd’hui une ligne de fracture qui reste difficilement franchissables pour de nombreux acteurs économiques parmi les plus vulnérables. Dans un monde où résilience et adaptation sont devenus les maîtres-mots, l’enjeu n’est donc plus seulement d’accélérer la transition énergétique, mais bien de la rendre accessible à tous les acteurs économiques, quels que soient leur taille ou leur secteur d’activité.

« L’ENJEU N’EST PLUS SEULEMENT D’ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, MAIS BIEN DE LA RENDRE ACCESSIBLE À TOUS LES ACTEURS ÉCONOMIQUES, QUELQUES SOIENT LEUR TAILLE OU LEUR SECTEUR D’ACTIVITÉ. »

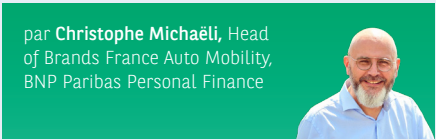


Construire une mobilité bas carbone pour tous

Composante clé de la transition énergétique, l’électrification de la mobilité demeure coûteuse. Des solutions innovantes permettent toutefois de l’étendre au plus grand nombre.



Mobilité inclusive en France : un levier de justice sociale



BNP Paribas réinvente le financement automobile pour accompagner les ménages modestes dans la transition écologique et sociale de la mobilité en France.

En France, la décarbonation de la mobilité individuelle a jusqu’ici surtout profité aux ménages les plus aisés : 70% des véhicules électriques ont été achetés par les 20% les plus riches. Pour les ménages modestes, dont la priorité reste la gestion des dépenses quotidiennes plutôt que l’achat d’un véhicule neuf, la transition écologique représente une menace à la fois sociale et économique. Faute de moyens, ils continuent souvent de dépendre de véhicules anciens et plus polluants.

Cette inégalité a des conséquences majeures. Bien que les zones à faibles émissions (ZFE) aient été conçues pour encourager une mobilité plus propre, elles risquent d’exclure une partie importante de la population dépendante de la voiture pour ses déplacements essentiels. Face à la pression politique liée aux répercussions sociales de ces restrictions, le gouvernement français a récemment suspendu l’extension des ZFE. Dans ce contexte, BNP Paribas Personal Finance a mis en place le dispositif LOA 120 (location avec option d’achat sur 120 mois). Lancé il y a 18 mois, ce mécanisme de financement s’adresse aux ménages à revenus modestes et permet d’étaler les paiements sur 10 ans, contre trois ans habituellement. En réduisant le coût mensuel, il rend accessibles des véhicules plus récents et moins polluants (électriques, hybrides, neufs ou d’occasion) à des ménages qui, autrement, se tourneraient vers des voitures plus anciennes sur le marché de particulier à particulier. Le mécanisme est complété par le dispositif public de leasing social qui permet aux ménages à faibles revenus d’obtenir une subvention allant jusqu’à 13 000 euros par véhicule. Cette initiative permet de ramener les

mensualités à environ 100 euros, ayant facilité l’acquisition de 50 000 véhicules électriques la première année. Un signal positif, mais encore marginal face aux 10 millions de véhicules à remplacer. À ce rythme, l’opération pourrait s’étendre sur vingt ans, d’autant que les aides publiques restent limitées. Mais le décollage de l’offre LOA 120 est plus lent que prévu. L’un des freins majeurs réside dans le modèle traditionnel de distribution automobile, qui privilégie les cycles de leasing court et une clientèle à plus fort pouvoir d’achat. Les concessionnaires sont désormais incités à considérer l’offre LOA 120 comme une source de chiffre d’affaires additionnel, en ciblant des acheteurs qui, autrement, se tourneraient vers le marché de l’occasion hors réseau. Cette évolution suppose donc un changement de paradigme, à la fois opérationnel et culturel, quant aux prospects et à l’accessibilité du secteur automobile.

Identifier les bons segments de clientèle reste un défi. BNP Paribas collabore avec des associations locales en lien direct avec les populations à faibles revenus. Ces partenaires sont mieux à même de toucher et d’accompagner ces prospects, ne connaissant souvent pas BNP Paribas et peu familiers avec le financement automobile classique. Cette stratégie vise à développer une communication adaptée et à tisser des relations de confiance durables avec ces communautés peu desservies. L’infrastructure constitue un autre enjeu majeur. Si la France compte déjà plus de 100 000 bornes de recharge et que l’État en vise 300 000 de plus, la couverture reste néanmoins inégale. Les bornes sont principalement concentrées dans les quartiers aisés et les zones d’activité, au détriment des ménages modestes. Sans une réorientation des investissements pour garantir une répartition équitable, l’accès à la recharge restera fragmenté. Dans cet environnement complexe et en pleine évolution, les initiatives de BNP Paribas traduisent un changement de paradigme : la mobilité inclusive n’est pas une opportunité commerciale à court terme, mais un levier d’engagement social et environnemental. À travers l’offre LOA 120, le Groupe contribue à une transition vers une mobilité propre ne laissant personne de côté, tout en redéfinissant le rôle de la finance dans une transition juste, conciliant enjeux économiques, climatiques et sociaux.

Favoriser la mobilité verte par des partenariats

BNP Paribas prépare le lancement d’une nouvelle initiative pour renforcer la mobilité durable. [En collaboration avec La Banque Postale](#), le Groupe développe une plateforme digitale alliant la vente de véhicules neufs et d’occasion à faibles émissions à des solutions de financement en leasing et d’assurance ainsi que des conseils d’experts. Destiné aux clients particuliers de La Banque Postale, ce service s’inscrit dans un contexte marqué par la hausse des coûts automobiles et les revenus limités des ménages, en proposant un accompagnement personnalisé. Prévu pour 2026, ce projet s’appuie sur l’expertise mobilité de BNP Paribas et l’engagement citoyen de La Banque Postale, combinant ainsi le savoir-faire des deux établissements. Alors que le leasing s’impose dans le financement des véhicules privés, cette initiative positionne les deux banques comme acteurs clés d’une transition juste et bas carbone, via des solutions de mobilité accessibles, intégrées et durables.



Accélérer la transition de l’industrie automobile européenne

par **Wilfried Remans**,
Senior Manager European
Public Affairs, BNP Paribas



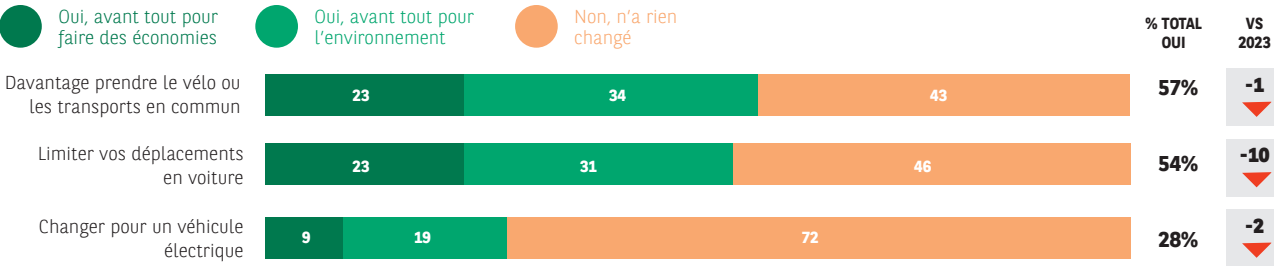
Secteur clé en Europe, l’industrie automobile emploie 13 millions de personnes et représente 7% du PIB de l’UE. Elle doit cependant relever des défis liés aux nouvelles technologies, à une concurrence accrue et aux vives tensions géopolitiques. En janvier 2025, la Commission

européenne a lancé un [dialogue stratégique sur l’avenir de l’industrie automobile](#), récemment complété par un [plan d’action sectoriel](#). Ce plan vise à renforcer le secteur automobile européen autour de cinq axes majeurs : innovation et numérisation, transition vers une mobilité propre, résilience des chaînes d’approvisionnement (notamment pour les batteries), développement des compétences et intégration de la dimension sociale, amélioration

de la compétitivité internationale. Sur le plan social, la Commission entend lutter contre les pénuries de compétences, les inadéquations et le vieillissement des effectifs dans l’automobile. L’Observatoire européen de la transition équitable suivra les tendances pour anticiper les menaces sur l’emploi. L’amélioration des compétences des salariés sera appuyée par un fonds de 90 millions d’euros via le [pacte pour les compétences](#).

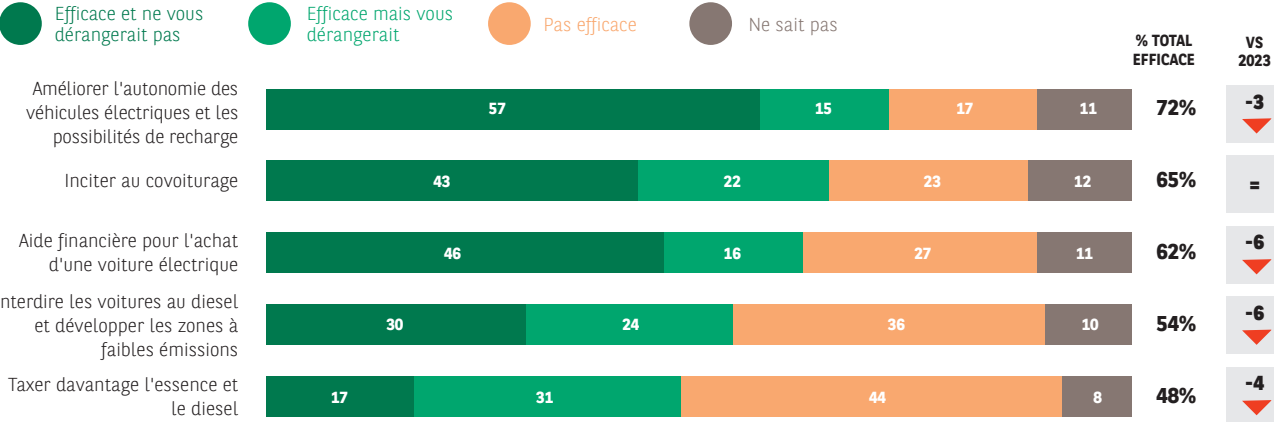
Actions individuelles : l’engagement dans la lutte contre le changement climatique

Au cours des dernières années, avez-vous changé votre comportement dans les domaines suivants de manière significative ?



Transport & mobilité : efficacité perçue de différentes mesures

Voici une liste de mesures qui pourraient être adoptées dans le cadre de la transition énergétique. Pour chacune d’entre elles, diriez-vous que pour lutter contre le changement climatique elle serait...

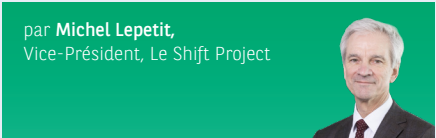


Une transition juste entre adaptation et anticipation

Bien que 60% des Européens redoutent une multiplication des événements climatiques extrêmes, beaucoup estiment que la transition menace en premier lieu les populations les plus vulnérables.



Repenser l'assurance face aux risques climatiques et sociaux



Face à la montée en puissance des risques climatiques, le secteur de l'assurance va devoir se réinventer.

Historiquement, les États-Unis sont emblématiques du risque climatique, avec des événements majeurs causant ponctuellement des dégâts considérables depuis des décennies. Durant les trois dernières années, les coûts économiques de ces événements ont fortement augmenté. Fin 2022, au moment de la renégociation des contrats annuels entre assureurs et réassureurs (les assureurs des assureurs), les prix ont monté de 40% et une partie des risques n'a tout simplement plus été prise en charge. Plusieurs éléments sont à l'origine de ce retrait des réassureurs. Tout d'abord, les événements climatiques extrêmes se sont multipliés partout sur la planète. Ensuite, la hausse des taux d'intérêt a perturbé l'ensemble du secteur financier, à commencer par les acteurs qui n'étaient pas très rentables comme les réassureurs. Depuis, les assureurs classiques ne parviennent plus à se défaire de certains risques extrêmes, surtout les périls dits secondaires, comme les pluies diluviennes, la grêle, les feux de forêt... Le Shift Project suit cette problématique grâce à une équipe d'une quinzaine de « shifters » bénévoles. Au total, le coût économique mondial du dérèglement climatique est estimé à 400 milliards de dollars par an. Dans les grands pays développés, plus de la moitié de ce coût n'est pas couvert par l'assurance, alors que le risque climatique ne cesse de monter.

Prévention

Une des solutions à ce problème se trouve dans la prévention, un domaine auquel le secteur de l'assurance est mal préparé. Les contrats annuels ne favorisent en effet pas l'investissement à long terme dans la prévention. Dans le même temps, les finances publiques n'offrent pas de marge de manœuvre pour financer des initiatives ambitieuses. À

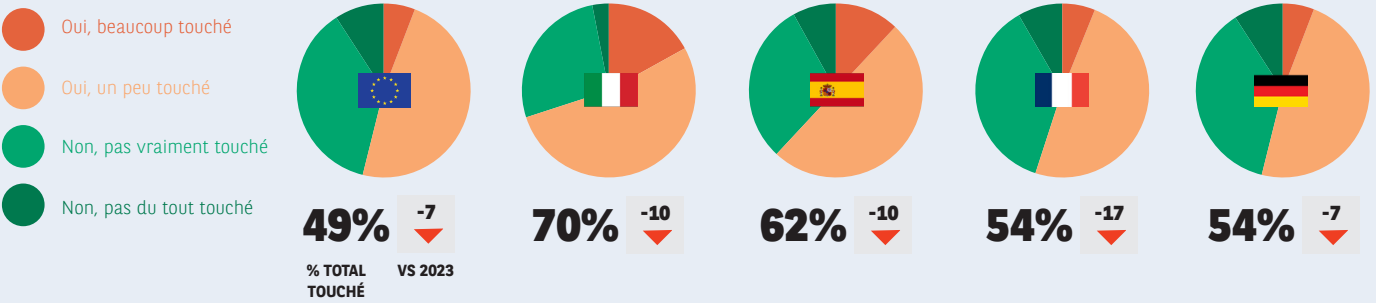
ce niveau, un puissant levier consisterait à renforcer la coopération entre les différents acteurs jusqu'ici plus enclins à se concurrencer. L'UE a fait plusieurs propositions pour mettre en place une mutualisation des risques au niveau européen. À défaut d'une initiative forte dans ce domaine, nous devons faire face à une augmentation des primes, voire un retrait des assureurs pour les zones les plus exposées. La transformation des contrats d'assurance s'opère progressivement, notamment à travers une évolution des conditions de prise en charge (franchises...) qui peut conduire à un partage accru du risque avec l'assuré.

Adaptation juste

Au-delà de la transition juste, il faut aujourd'hui parler d'adaptation juste. Le dérèglement climatique va apparaître comme un révélateur de certaines décisions malheureuses d'aménagement public, les zones inondables en étant l'exemple typique. Les pouvoirs publics ont parfois autorisé des personnes aux revenus plus faibles à s'installer dans les zones qui n'étaient en réalité pas constructibles. En matière d'adaptation, la pression viendra sans doute de plusieurs fronts : des contraintes réglementaires, des incitations, puis, tôt ou tard, le marché immobilier imposera la prise en compte de ces enjeux lors de l'achat ou de la vente d'un bien. Le monde bancaire a un rôle clair à jouer, notamment dans l'envoi de signaux de risque au travers du marché du crédit immobilier. Quand les assureurs ont une capacité de réaction à court terme avec une augmentation des primes annuelles si le risque augmente, voire un non-renouvellement du contrat, un crédit immobilier porte souvent sur plusieurs décennies. Et pour le banquier se posera la question de savoir si un assureur acceptera de couvrir le bien durant toute la durée du prêt. La France est aujourd'hui relativement protégée contre ce problème, notamment grâce au partenariat public/privé avec la Caisse centrale de réassurance pour les catastrophes naturelles et au fait que les biens immobiliers sont très largement assurés contre le risque climatique. Cela permet une bonne répartition des risques sur l'ensemble de la population avec des primes qui restent raisonnables. Ce n'est toutefois pas une raison pour fermer les yeux, les problématiques de la hausse des primes et de l'assurabilité deviendront inévitablement un sujet politique majeur à terme.

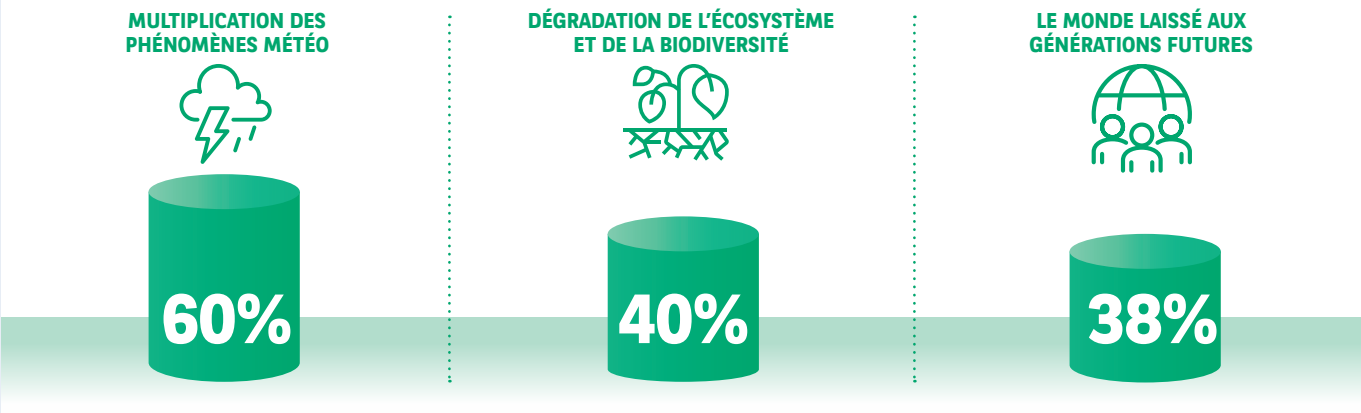
Impact perçu du changement climatique

Dans votre région, vous sentez-vous personnellement touché par les conséquences du changement climatique ?



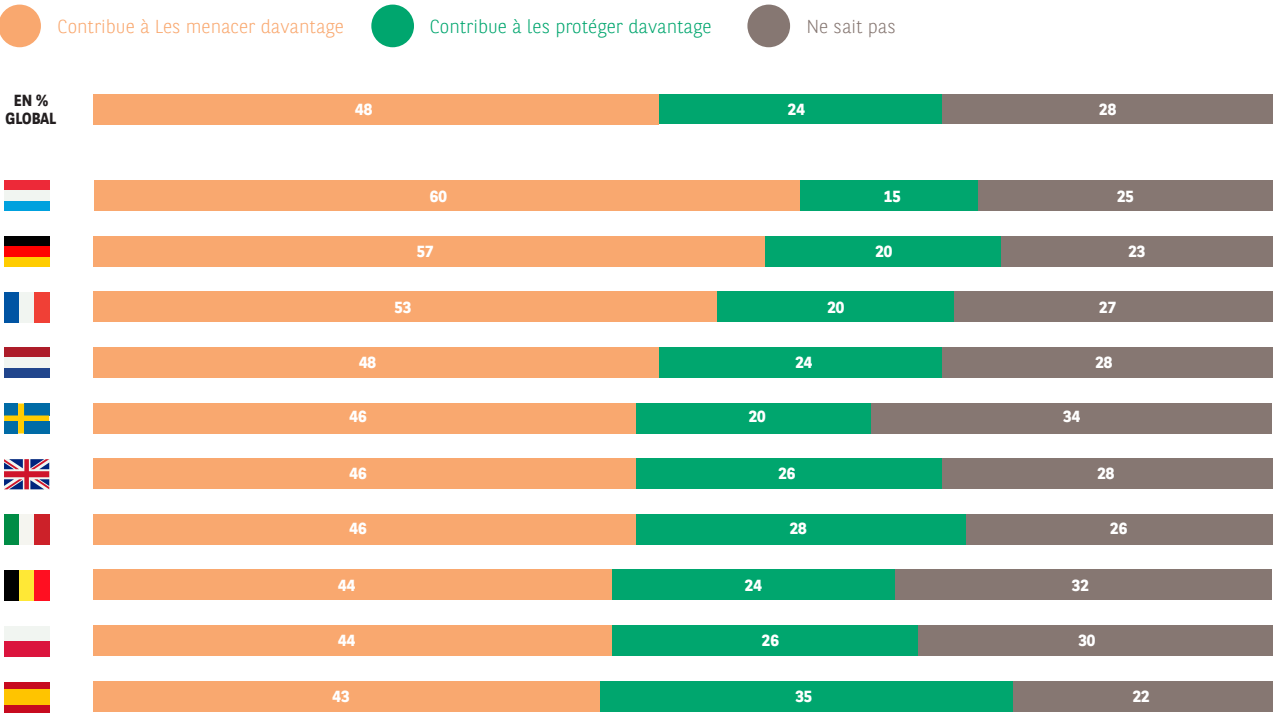
Les craintes principales identifiées par les Européens

Vis-à-vis du changement climatique et de ses conséquences, qu'est-ce qui vous rend le plus anxieux ?



Effets de la transition énergétique sur les populations les plus vulnérables

Pensez-vous que d'ici 2035, les mesures prises dans votre pays pour la transition énergétique auront plutôt...



Huit nuances de transition

Une étude qualitative menée auprès de salariés français des secteurs de l’énergie, de la mobilité et de l’agriculture a permis d’identifier quatre personas, déclinées en huit archétypes, selon la posture (pragmatique ou idéologique) et le niveau d’engagement (enthousiaste ou réfractaire).

Transition énergétique : une dynamique à renforcer

Sous la pression des urgences économiques, la transition énergétique peine à s’imposer comme une priorité pour les salariés français. Pour lever les freins identifiés, les pouvoirs publics comme le secteur financier ont un rôle clé à jouer.

Dans un contexte économique et politique incertain, la mise en œuvre de la transition énergétique passe au second plan pour de nombreuses TPE et PME françaises. Une étude qualitative menée par Ipsos en mars 2025 auprès d’acteurs des secteurs de l’énergie, du transport et de l’agriculture met ainsi en lumière une forme de lassitude : si l’enjeu environnemental est reconnu, la capacité à agir concrètement fait défaut.

Rythmes de transition inégaux

Si certaines entreprises sont déjà largement engagées dans la transition, d’autres restent en retrait. Ce qui reflète notamment la

méfiance qui s’installe par rapport à des technologies (véhicules électriques, pompes à chaleur, photovoltaïque) perçues comme imposées sans réel soutien financier. Même la vertu écologique de certaines solutions, comme les batteries, est questionnée.

Des besoins clairs

Le coût élevé des investissements constitue le principal frein à la transition, aggravé par la faiblesse des aides publiques et la complexité administrative. Le retrait progressif des dispositifs de soutien réduit par ailleurs les opportunités commerciales initialement disponibles.

Pour relancer la dynamique, les attentes sont claires : transparence réglementaire, visibilité sur les dispositifs d’aide, soutien bancaire, financements adaptés, formations ciblées et accompagnement personnalisé à la reconversion.

Méthodologie de l’enquête auprès des PME

COLLECTE DE DONNÉES



- 32 x interviews individuels approfondis
- Durée : 60 minutes
- partout en France
- Sur Teams
- En mars 2025
- Avec une compensation financière

SEGMENTATION



- Segmentation par situation professionnelle : salariés, cadres / managers et indépendants / chefs d’entreprise ou ex-chefs d’entreprise ayant perdu leur emploi / activité
- Segmentation par perception du risque d’impact : la transition écologique est perçue soit comme une opportunité / un gain, soit comme une menace / un préjudice

ÉCHANTILLON GLOBAL / RÉPARTITION GLOBALE



- Genres : 14 femmes / 18 hommes
- Âges : 14 de 30 à 49 ans / 18 de 50 ans et plus
- Statuts : 8x cadres / 16x employés ou ex-employés / 7x indépendants ou dirigeants de TPE
- Tailles d’entreprises : 8x de 1 à 9 salariés / 10x de 10 à 49 salariés / 3x de 50 à 99 salariés / 11x de 100 à 250 salariés
- Localisation : 17x Paris/Ile de France / 15x Province
- Secteurs : 7x Agriculture / 9x Énergie / 16x Auto-Mobilité-Transport
- Posture vis-à-vis de la transition énergétique : 8 considérant la TE comme un gain / 8 comme une opportunité / 8 comme une menace et 8 comme un dommage

LA PAGE SUIVANTE PRÉSENTE LE TÉMOIGNAGE DE PERSONNES INCARNANT QUATRE ARCHÉTYPES SELON LA TYPOLOGIE DE L’ÉTUDE QUALITATIVE MENÉE PAR IPSOS. QUATRE AUTRES PROFILS SONT À DÉCOUVRIR DANS L’ÉTUDE COMPLÈTE, ACCESSIBLE EN SCANNANT OU EN CLIQUANT SUR CE QR CODE.



POSTURE PRAGMATIQUE

ÉLODIE, EX-EMPLOYÉE D’UNE TPE DANS LE SECTEUR DU TRANSPORT AÉRIEN
INQUIET, FRAGILISÉ



Élodie est pragmatique face à l’impact de la transition énergétique sur son emploi et estime que tout le monde n’a pas les moyens de s’y engager.

« Les contrats étaient de moins en moins nombreux à cause de la hausse des prix et parce que les gens prenaient moins l’avion et en face, on a eu la concurrence d’entreprises étrangères avec une politique commerciale beaucoup plus agressive. Et en un an, j’étais dehors ! »

- Pour Élodie, la transition énergétique est un changement peut-être nécessaire, mais inégalement supporté. Les grandes entreprises y trouvent un levier d’image, tandis que les PME doivent faire face à des investissements si lourds qu’ils entraînent des suppressions de postes.
- Défis et perspectives : la baisse du trafic aérien a eu des répercussions immédiates sur l’activité de son entreprise et a conduit à son licenciement. Elle a retrouvé un emploi dans une PME active dans le transport routier et redoute de revivre la même situation.

CÉDRIC, RESPONSABLE RSE D’UNE PME DANS LES NOUVELLES ÉNERGIES
CHAMPION, BON ÉLÈVE



Cédric est à la fois pleinement engagé dans la transition énergétique et pragmatique face à ses conséquences.

« J’ai 42 ans, je travaille à Nantes. J’ai un parcours plutôt marketing, communication et je suis responsable RSE d’une PME qui installe des bornes de recharge électrique pour le transport routier et je développe aussi des solutions de stockage d’hydrogène. »

- Pour Cédric, la transition énergétique est un enjeu d’image et d’anticipation, mais surtout une nécessité pour rester compétitif à moyen terme et répondre aux attentes des clients comme des régulateurs.
- Défis et perspectives : faire de son entreprise un acteur de référence dans les nouvelles énergies, avec une feuille de route claire, le développement de solutions alternatives et une gestion encadrée des activités résiduelles liées au diesel, tant au regard des exigences réglementaires qu’en réponse aux évolutions du marché.

RÉFRACTAIRES TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

PHILIPPE, TECHNICIEN POUR UNE PME DANS L’ÉNERGIE
RÉSISTANT, ENRACINÉ



Réfractaire à la transition énergétique, Philippe adopte une posture de rejet idéologique, la percevant avant tout comme un prétexte à la suppression d’emplois.

« J’ai 51 ans. Ma grande carrière, je l’ai faite en relevant les compteurs d’électricité et de gaz. Mais c’est fini. Maintenant on répond à des appels d’offres, des choses comme ça. Et beaucoup (de collègues) sont partis avec l’arrivée des compteurs communicants. »

- Pour Philippe, la transition énergétique est une mode, voire une manœuvre économique dissimulée. Il y voit moins un projet de société qu’un prétexte à la suppression d’emplois.
- Défis et perspectives : transformé, son poste ne lui correspond plus, d’autant qu’il ne partage pas les finalités du changement. Il estime cette rupture professionnelle comme irréversible, bien qu’il reconnaisse avoir la chance de ne pas avoir été licencié. Il regrette aussi l’absence d’accompagnement de la part de sa direction et se sent mis à l’écart.

ENTHOUSIASTES TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

BENJAMIN, AGRICULTEUR BRETON ÉCORESPONSABLE
MILITANT, AGRI-ÉCOLOGISTE



Benjamin est idéologiquement engagé dans la transition énergétique qu’il considère comme un levier vers un monde durable.

« J’avais fait une école en ingénierie du paysage, plutôt urbain. Mais il y a quelques années, j’ai commencé à m’interroger, il me manquait quelque chose (...) J’avais en ligne de mire un terrain vers Morlaix où j’avais de la famille, mais je n’avais pas la formation. Donc, j’ai suivi une formation, un brevet professionnel. »

- Pour Benjamin, la transition énergétique est un levier majeur à la fois en matière de sobriété, d’indépendance et de maîtrise des coûts, notamment pour le chauffage des serres.
- Défis et perspectives : il envisage des investissements importants, notamment l’installation de serres photovoltaïques et de méthaniseurs. Toutefois, le financement de ces projets reste difficile. Un accompagnement public, sous forme d’aides ou d’incitations, apparaît indispensable.

POSTURE IDÉOLOGIQUE

Soutenir la transition et la justice sociale

Pour les acteurs financiers comme BNP Paribas, l'un des principaux enjeux est de veiller à ce qu'un effet environnemental positif s'allie à un impact favorable sur la société.



La finance inclusive, catalyseur de la transition juste

par **Alexandre Nayme**, Responsable de la finance inclusive pour l'Europe et l'Afrique, Direction de l'engagement d'entreprise du groupe BNP Paribas et **Davide Forcella**, Directeur du JuST Institute



Cette innovation financière oriente les flux de capitaux vers des modèles intégrant inclusion économique, ambition climatique et préservation de la biodiversité.

L'Inclusive Sustainability-Linked Financing+ (ISLF+) est un instrument financier de rupture conçu pour accompagner les clients dans leur trajectoire de transition juste. Il permet d'intégrer les enjeux d'inclusion sociale et de transformation environnementale au cœur de la structuration des produits financiers. Les bénéficiaires peuvent obtenir de meilleures conditions pour leurs financements si elles atteignent des indicateurs clés de performance (ICP) en matière de durabilité. Ces ICP incluent au minimum : un indicateur environnemental aligné sur la taxonomie européenne, un indicateur d'inclusion sociale, et un indicateur de transformation – sociale ou environnementale – portant sur des activités nouvelles ou récemment lancées dans ces domaines.

Ce modèle permet aux entreprises d'opérer une transition progressive. D'abord en améliorant la gestion de leur performance environnementale et sociale ; ensuite, en mettant en œuvre des solutions transformatrices ; et, à terme, en générant un impact positif pour le climat, la biodiversité et l'inclusion sociale. L'ISLF+ est ainsi un véritable outil de transformation stratégique. Ce qui se reflète sur la tarification intégrant les enjeux de lutte contre le changement climatique et de protection de la biodiversité : les entreprises qui adaptent leurs pratiques présentent une meilleure solvabilité et doivent, à ce titre, pouvoir bénéficier de conditions financières avantageuses.

Le mécanisme se veut résolument inclusif. Il est accessible à une grande diversité d'acteurs (institutions financières, PME, grandes entreprises ou encore ONG) quelle que soit leur forme juridique. Au-delà du financement, l'ISLF+ propose également une assistance technique, destinée à renforcer les capacités internes des bénéficiaires pour atteindre les ICP prédéfinis. BNP Paribas est à l'avant-garde de cette innovation financière,

en collaboration avec le JuST Institute, afin de déployer les solutions ISLF+ à l'échelle mondiale, en partenariat avec des fournisseurs de services financiers inclusifs et des entreprises. Ensemble, ils ont piloté sept ISLF+ au Brésil, en Italie, au Maroc et en France, mobilisant plus de 70 millions d'euros à fin mai 2025, et d'autres devraient suivre.

L'Adie renforce sa mission sociale et développe son offre de prêts verts

Pionnière de la microfinance en France, **L'Adie** accompagne les entrepreneurs exclus du système bancaire traditionnel. Dans le cadre de l'ISLF+ conclu avec BNP Paribas, l'institution de microfinance s'est engagée à atteindre plusieurs ICP : accroître la part de ses financements dédiés à des projets liés à la transition écologique, augmenter la proportion de bénéficiaires femmes ou résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), développer la part de bénéficiaires percevant des minima sociaux et réduire son empreinte carbone.

« EN LIANT DIRECTEMENT LE FINANCEMENT À DES OBJECTIFS TRANSFORMATIONNELS, L'ISLF+ DÉMONTRE QU'IL EST POSSIBLE DE STRUCTURER DES DISPOSITIFS FINANCIERS PERMETTANT DE GÉNÉRER SIMULTANÉMENT PLUSIEURS FORMES DE VALEUR. »

Ce qui rend cet exemple particulièrement révélateur, c'est que la stratégie de prêts de L'Adie est déjà centrée sur l'inclusion financière. Les ICP sociaux inclus dans l'ISLF+ l'encouragent à encore renforcer cette mission sociale. Parallèlement, les ICP environnementaux permettent à L'Adie de structurer et développer son offre encore récente de prêts verts afin d'en faire un produit grand public. Cette double orientation souligne l'efficacité de l'ISLF+ en tant qu'outil de transition juste. Il ac-

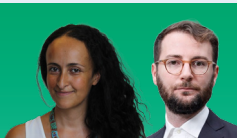
compagne également l'évolution de L'Adie vers un rôle de prêteur plus sensible aux enjeux climatiques, et démontre comment les institutions financières inclusives peuvent devenir des acteurs d'une transition écologique positive tout en renforçant leur mission sociale.

En liant directement le financement à des objectifs transformationnels, l'ISLF+ démontre qu'il est possible de structurer des dispositifs financiers permettant de générer simultanément plusieurs formes de valeur : performance économique, avancées environnementales et progrès sociaux quantifiables – le tout au sein d'un même financement. Le partenariat entre BNP Paribas et le JuST Institute illustre un engagement croissant en faveur de la généralisation de ce type d'innovation, dans le cadre d'un effort mondial pour une transition juste et inclusive.



Intégrer la notion de transition juste dans tous nos investissements

par **Maha Keramane**, Responsable de PIBA, Company Engagement, BNP Paribas et **Sylvain Taboni**, Directeur d'investissement de PIBA, BNP Paribas



La transition juste constitue un axe transversal de la stratégie d'investissement à impact copilotée par l'accélérateur d'entreprises à impact positif de BNP Paribas (PIBA) et BNP Paribas Asset Management, comme en témoignent ces différents exemples.

Notre équipe d'investissement a pour mission principale de soutenir le développement d'entreprises à impact, qui œuvrent à l'un des enjeux suivants : l'impact social, la préservation et la restauration du capital naturel, et le développement local, notamment via des solutions au changement climatique. Notre sélection repose sur une approche holistique, un impact positif ne devant pas être éclipsé par un effet négatif dans d'autres dimensions.

Pour les projets retenus, le soutien se matérialise par un apport en fonds propres et un accompagnement des entrepreneurs grâce aux ressources internes de notre équipe et au réseau de BNP Paribas, dont les chargés d'affaires Act for Impact implantés sur tout le territoire. À date, la moitié de notre enveloppe de 200 millions d'euros a été engagée. Nous sommes donc toujours activement à la recherche d'acteurs répondant à nos critères de sélection. Dans ce processus, la transition juste est un enjeu que nous avons identifié comme essentiel et à prioriser.

« NOTRE SÉLECTION REPOSE SUR UNE APPROCHE HOLISTIQUE, UN IMPACT POSITIF NE DEVANT PAS ÊTRE ÉCLIPSÉ PAR UN EFFET NÉGATIF DANS D'AUTRES DIMENSIONS. »

Plusieurs initiatives emblématiques

En favorisant le développement des territoires, Ecov illustre concrètement la manière dont le concept de transition juste peut s'appliquer au secteur des transports. Cet acteur de la mobilité, actif dans des zones à faible densité de population

et insuffisamment desservies par les transports publics, propose des solutions de covoiturage et contribue ainsi à une mobilité accessible, abordable et durable. Ecov collabore avec les collectivités locales et s'efforce de répondre aux besoins de mobilité

en zones rurales et périurbaines. Une mobilité accrue améliore l'accès à l'emploi et favorise les liens sociaux.

Autre investissement, la start-up AgriTech berlinoise Klim a levé 22 millions d'euros pour développer l'agriculture régénératrice à grande échelle. Sa plateforme accompagne déjà 3 500 agriculteurs dans la mise en œuvre de pratiques durables et génère des crédits carbone revendus à des industriels agroalimentaires cherchant à rendre leur chaîne d'approvisionnement plus résiliente et moins carbonée. BNP Paribas soutient l'expansion de Klim et collabore notamment avec l'entreprise en Pologne pour accompagner la transition des clients agriculteurs de la banque tout en leur assurant des revenus suffisants et diversifiés.

En outre, nous avons investi dans Le Printemps des Terres, une entreprise à mission française qui restaure des terres agricoles et des forêts dégradées. Ces terres sont ensuite louées à des agriculteurs engagés dans des pratiques durables, avec une option d'achat au bout de cinq ans. Cette initiative favorise la biodiversité, la séquestration de carbone et le maintien d'un niveau de revenu soutenable pour les agriculteurs.

Ces initiatives partagent une même ambition commune : allier impact environnemental et inclusion, avec des modèles innovants accessibles au plus grand nombre.

Notre prochaine étape sera de renforcer notre accompagnement des entrepreneurs qui s'engagent à développer des modèles qui favorisent une transition juste.

« NOTRE PROCHAINE ÉTAPE SERA DE RENFORCER NOTRE ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRENEURS QUI S'ENGAGENT À DÉVELOPPER DES MODÈLES QUI FAVORISENT UNE TRANSITION JUSTE. »



L’agriculture régénératrice, moteur d’un changement durable

L’exemple de McCain illustre la nécessité de sensibiliser et de soutenir les agriculteurs exposés à la transition, mais qui n’ont pas forcément les ressources pour s’y adapter.



La transition juste en action : le cas de McCain en Pologne

par **Szymon Bielawa**, responsable de la couverture des entreprises multinationales États-Unis et Canada, BNP Paribas Bank Polska et **Arthur Gilain**, Vice-président et Gestionnaire de compte régional EMEA, BNP Paribas



Le partenariat entre McCain et BNP Paribas impulse une transition juste et durable dans le secteur agroalimentaire en Pologne.

L’initiative conjointe de McCain Foods et BNP Paribas en Pologne concrétise une approche holistique de la durabilité. Combinant expertise financière et accompagnement de la chaîne d’approvisionnement, ce partenariat aide les producteurs de pommes de terre à adopter des pratiques plus résilientes et respectueuses de l’environnement. Il unit les capacités mondiales de BNP Paribas au réseau local de fournisseurs de McCain pour favoriser une transformation systémique et durable du secteur agricole.

Dans un marché agricole polonais concurrentiel, où les marges sont serrées et les contrats souvent de court terme, la transition vers l’agriculture régénératrice peut sembler risquée pour les producteurs. Pourtant, elle est indispensable pour atteindre l’objectif de McCain : s’approvisionner à 100% en pommes de terre issues de pratiques régénératrices d’ici 2030. Pour y parvenir, le groupe s’engage aux côtés des agriculteurs et développe un écosystème de financement et de soutien adapté. BNP Paribas joue un rôle actif en apportant des solutions financières, techniques et opérationnelles adaptées à cette transformation complexe.

Lancé en 2023 sous forme de projet pilote, le programme d’agriculture régénératrice McCain–BNP Paribas en Pologne répond à des enjeux interconnectés : conformité ESG, viabilité économique et transformation agricole.

Conçu conjointement avec McCain et mis en œuvre par BNP Paribas Bank Polska, ce programme repose sur un modèle de financement écosystémique, apportant un soutien global à McCain et à toute sa chaîne d’approvisionnement. Il offre des solutions interconnectées, personnalisées et accessibles intégrant produits financiers, conseils et expertise technique. Cette approche prend aussi en compte les craintes des agriculteurs, en montrant que des pratiques durables peuvent aussi améliorer les performances économiques des exploitations.

Ce modèle reconnaît aussi que l’agriculture régénératrice est fortement capitalistique. Elle implique des investissements en matériel agricole, mais aussi dans de nouvelles pratiques de gestion de l’eau et des sols, bien avant que les résultats ne soient visibles. Pour les agriculteurs, cela représente des décisions à haut risque face aux aléas météorologiques et des marchés. Le programme répond à ces enjeux par une palette d’outils financiers : leasing pour les équipements spécialisés, prêts bilatéraux à conditions avantageuses associés à des subventions européennes, ou encore assurance climatique via BNP Paribas Cardif.

Le programme se distingue aussi par l’intégration d’une vaste palette de solutions de financement dans le cycle opérationnel des exploitations. Par exemple, des services d’affacturage permettent aux agriculteurs de recevoir immédiatement le paiement des factures adressées à McCain plutôt qu’à l’échéance, améliorant ainsi leur trésorerie à un moment critique.

Chaque exploitant bénéficie d’un interlocuteur unique chez BNP Paribas. Ce chef de projet dédié est chargé d’aligner les outils bancaires – leasing, crédit, assurance – sur les besoins spécifiques de chaque exploitation. Cette approche réduit les lourdeurs administratives et garantit un accompagnement personnalisé, indispensable pour réussir une transition aussi exigeante.

Le programme s’appuie sur la connaissance approfondie de BNP Paribas du secteur agroalimentaire polonais et sur ses relations de longue date avec les communautés agricoles. La banque mobilise des ingénieurs agronomes aux côtés de ses spécialistes financiers, afin que le dialogue avec les agriculteurs repose sur une compréhension technique fine. Cela permet une évaluation plus pertinente des risques et la conception d’offres réellement adaptées à l’agriculture régénératrice.

Du côté de McCain, ce modèle traduit une ambition mondiale, adaptée aux spécificités locales. En Pologne, où la culture de la pomme de terre est largement répandue et le marché fragmenté, les contrats sécurisés sont rares. Grâce à ce partenariat, McCain peut proposer des contrats

d’achat offrant davantage de visibilité aux agriculteurs, leur permettant ainsi d’anticiper et de s’adapter.

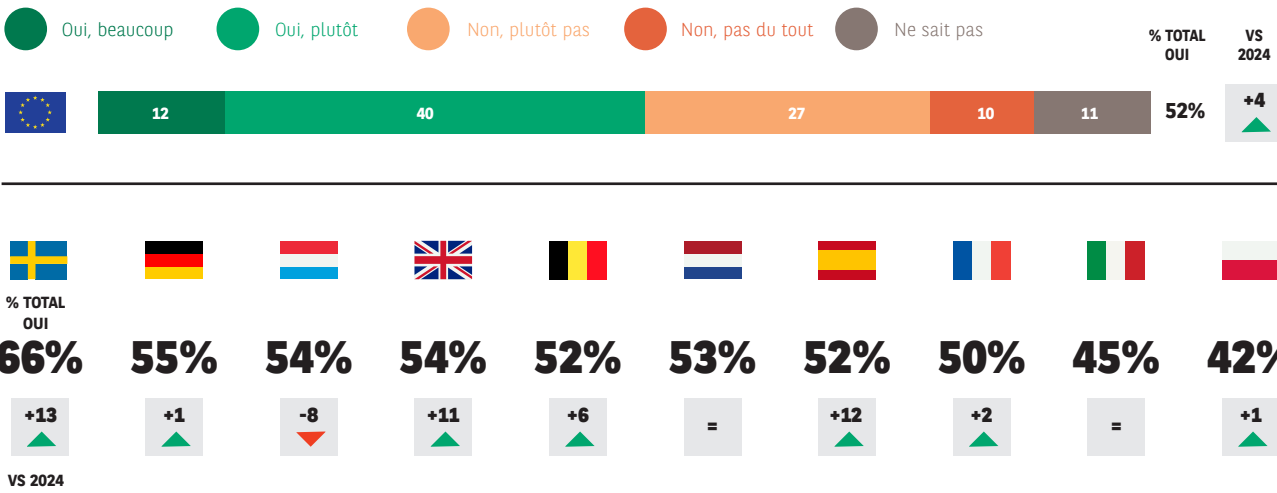
Entré dans sa deuxième année, le projet pilote a livré des résultats suffisamment prometteurs pour que McCain envisage d’étendre le programme à l’ensemble de ses fournisseurs en Pologne. L’objectif est d’intégrer ce modèle comme un pilier structurel de sa chaîne d’approvisionnement afin de généraliser ainsi les pratiques régénératrices au moyen d’incitants concrets en tenant compte des réalités économiques et des risques du terrain.

Ce programme illustre aussi le rôle que peuvent jouer les institutions financières comme BNP Paribas dans la transformation durable en se muant en véritables partenaires du changement.

« LE PROJET PILOTE A LIVRÉ DES RÉSULTATS SUFFISAMMENT PROMETTEURS POUR QUE MCCAIN ENVISAGE D’ÉTENDRE LE PROGRAMME À L’ENSEMBLE DE SES FOURNISSEURS EN POLOGNE. »

Action perçue des agriculteurs et entreprises agricoles dans le cadre de la transition énergétique

Diriez-vous que les agriculteurs et entreprises agricoles agissent dans le cadre de la transition énergétique et de la lutte contre le réchauffement climatique ?

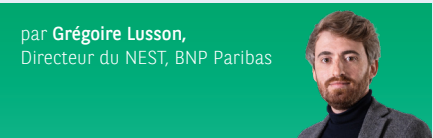


Transition juste et contrat social

Face aux craintes suscitées par la transition, l'ensemble des acteurs doit rapidement adopter une approche intégrant impératifs écologiques et aspirations des citoyens.



2035 : quelle société la transition écologique est-elle en train d'inventer ?



En 2025, la transition écologique semble reléguée à l'arrière-plan d'un présent saturé de préoccupations plus immédiates. Et pourtant, dans l'imaginaire des Européens, elle revient avec force quand il s'agit de se projeter dans l'avenir, à dix ans. Lorsqu'on leur demande quel enjeu pèsera le plus lourd en 2035, le réchauffement climatique s'impose très largement. Les Français et les Suédois, en particulier, placent le dérèglement climatique largement en tête des défis à venir.

Cette lucidité différée – politique de l'autruche exercée au présent mais lucidité pour le futur – dit quelque chose de notre rapport ambivalent à la transition. Elle peine à s'imposer comme une priorité immédiate mais elle s'impose comme une évidence pour 2035. Pour autant, cette évidence n'est ni consensuelle, ni uniforme. Elle révèle des lignes de fracture géographiques, générationnelles, sociales. Car au-delà des promesses de progrès, la transition interroge la cohésion même des sociétés.

Ce qui cristallise les tensions, on l'a mentionné dans les pages précédentes, c'est l'impact socio-économique de la transition. Dans de nombreux pays, les citoyens anticipent une hausse des inégalités liées à cette transition. Allemands, Belges et Français, en particulier, redoutent une transition socialement déséquilibrée d'ici 2035. À l'inverse, Britanniques et Polonais veulent encore croire à son potentiel de justice sociale. Ce clivage s'accroît avec l'âge : les plus de 55 ans anticipent un creusement des inégalités, là où les 16-24 ans projettent, au contraire, une société

plus équitable grâce à la transition. Ce paradoxe générationnel mérite d'être souligné : les jeunes, pourtant en première ligne des précarités, continuent de croire en une transition émancipatrice.

Mais croire en la transition ne signifie pas la croire facile.

La majorité des Européens s'attend à une montée des tensions sociales d'ici 2035, directement liée à la pression de la transition sur les classes moyennes et populaires. L'inquiétude n'est pas infondée. Les récentes crises énergétiques ont montré à quel point les politiques climatiques peuvent, si elles ne sont pas pensées de manière inclusive, exacerber les fractures existantes.

Faut-il pour autant céder au pessimisme ambiant ? Pas tout à fait. Dans notre Observatoire 2025, les Européens expriment un espoir réel dans les co-bénéfices attendus de la transition : air plus pur, villes plus vertes, progrès scientifique, sanitaire et innovation.

Sur ce terrain, Italiens et Espagnols, tout comme les jeunes générations, affichent un certain optimisme. Beaucoup d'Européens projettent aussi une transition réussie comme vectrice d'emplois, d'activité, et même de réinvention du lien social. En creux, ils posent la question centrale des dix prochaines années : comment transformer une obligation physique (réduire nos émissions) en un projet collectif, pas seulement réservée à de nouvelles élites « environnementales » ?

Dans dix ans, la société européenne portera la marque du chemin emprunté. Ce ne seront pas seulement les objectifs atteints – neutralité carbone, taux de renouvelables, part des véhicules électriques – mais aussi la manière dont ces objectifs auront été atteints. Aura-t-on pris en compte et mesuré le niveau d'acceptabilité sociale, la capacité d'adaptation des plus vulnérables, la soutenabilité des trajectoires environnementales et la qualité démocratique des processus de décision ?

Ce sont ces dimensions, que les institutions publiques, les entreprises et les acteurs financiers doivent pleinement intégrer. La transition ne sera ni douce, ni linéaire. Mais elle peut être juste, transformante et porteuse d'un nouveau contrat social – si elle est pensée dès maintenant comme une réponse équilibrée entre exigences de la planète et aspirations des citoyens.

« BEAUCOUP D'EUROPÉENS PROJETTENT AUSSI UNE TRANSITION RÉUSSIE COMME VECTRICE D'EMPLOIS, D'ACTIVITÉ, ET MÊME DE RÉINVENTION DU LIEN SOCIAL. »

« LA MAJORITÉ DES EUROPÉENS S'ATTEND À UNE MONTÉE DES TENSIONS SOCIALES D'ICI 2035, DIRECTEMENT LIÉE À LA PRESSION DE LA TRANSITION SUR LES CLASSES MOYENNES ET POPULAIRES. »

Panorama des initiatives et produits développés par BNP Paribas

Afin d'accélérer la transition, BNP Paribas engage des initiatives qui permettent une transition juste dans plusieurs secteurs.

Dans le cadre des activités de stewardship du **Sustainability Center de BNP Paribas Asset Management**, un accord a été obtenu d'un acteur majeur du secteur énergétique australien visant la fermeture anticipée d'une centrale à charbon et la mise en place d'un programme de reconversion des salariés vers l'éolien pour préserver l'emploi.

BNP Paribas Cardiff investit dans **Beem Energy** (kits solaires) pour élargir l'accès à des solutions de transition abordables.

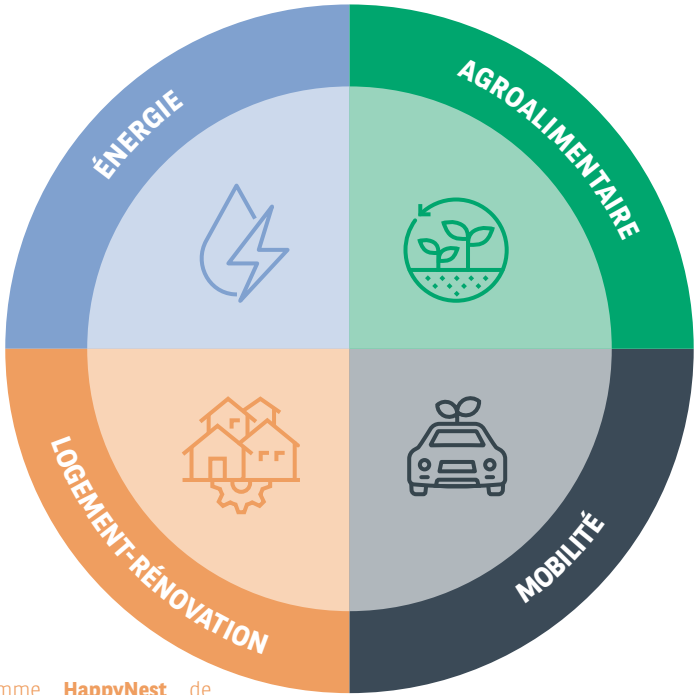
En Belgique, le programme **HappyNest** de BNP Paribas Fortis et Matexi permet à des ménages à revenus modestes de louer un logement neuf avec option d'achat progressive.

Partenariat avec **EDF** concernant le simulateur qui permet aux conseillers BNP Paribas de sensibiliser et d'orienter leurs clients en matière de rénovation énergétique.

En Pologne, BNP Paribas accompagne **McCain** pour aider les agriculteurs à passer à l'agriculture régénératrice via des contrats de rachat bonifiés et des financements adaptés.

La start-up berlinoise **Klim**, accompagnée par BNP Paribas via des investissements à impact, lève 22 millions d'euros pour étendre son modèle d'agriculture régénératrice en Europe. BNP Paribas collabore avec Klim en Pologne pour accompagner les clients agriculteurs de la banque, dans leur transition, tout en leur assurant des revenus suffisants et diversifiés.

BNP Paribas investit dans **Printemps des Terres**, une entreprise à mission qui restaure des terres agricoles et les loue à des agriculteurs en transition avec une option d'achat.



Ecov, soutenue par des financements à impact, déploie des solutions de covoiturage dans les zones rurales, favorisant l'accès à l'emploi et la mobilité durable.

BNP Paribas Personal Finance facilite l'accès aux véhicules électriques via LOA 120, une formule locative de longue durée accessible aux ménages modestes.

Avec **La Banque Postale**, BNP Paribas développe une plateforme numérique (lancement en 2026) regroupant véhicules bas carbone, financement, assurance et conseils personnalisés.

BNP Paribas Cardiff investit dans **Upway** (vélos électriques reconditionnés) pour élargir l'accès à des solutions de transition abordables.

D'AUTRES OUTILS ET INSTRUMENTS FINANCIERS



Avec le **Just Institute**, BNP Paribas soutient la transition agricole dans les pays émergents via des taux réduits et un appui technique aux institutions de microfinance.



Lancement du **BNP Paribas Global Equity Net Zero Transition Fund**, un fonds actions mondiales axé sur la neutralité carbone et la transition juste.



**Pour consulter les résultats complets ou les précédents rapports,
scannez ou cliquez sur le QR code.**



**RÉSULTATS
2025**



**OBSERVATOIRE
2024**



**OBSERVATOIRE
2023**

Exclusion de responsabilité

Cette publication a été réalisée par BNP Paribas à titre informatif uniquement. Les opinions exprimées sont des points de vue personnels et BNP Paribas ne peut être tenu pour responsable de toute conséquence résultant de leur utilisation. Bien que les informations aient été obtenues de sources que BNP Paribas considère comme fiables, elles n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. Les informations et opinions fournies ne constituent pas une recommandation, une sollicitation ou une offre de BNP Paribas ou de ses partenaires, et ne doivent pas être considérées comme un conseil en matière d'investissement, de fiscalité, de droit, de comptabilité ou autres.

© BNP PARIBAS. Tous droits réservés.

Pour toute question ou feedback, merci de contacter group.nest@bnpparibas.com.



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change



**Università
Bocconi**
IEP@BU
Institute for European
Policymaking

